

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex
ud67.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Strasbourg, le 23 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

publié sur 
EVONIK OIL ADDITIVES SAS
Port du Rhin
67630 Lauterbourg

Références : 2736/AR/AG

Code AIOT : 0006702736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement EVONIK OIL ADDITIVES SAS, implanté Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Pertes d'utilité".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVONIK OIL ADDITIVES SAS
- Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg
- Code AIOT : 0006702736 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

Le site EVONIK de Lauterbourg exploite des activités de chimie industrielle classées Seveso Seuil Haut. Il fabrique, notamment, des additifs pour lubrifiants.

Thèmes de l'inspection : AN25, Perte d'utilités

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	
3	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
4	Arrêts et mise en sécurité 4)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	

5	Actions engagées pour la mise en sécurité (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
6	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il n'a pas été constaté de non-conformités vis-à-vis des points de contrôle lors de la visite d'inspection sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thèmes : Actions nationales 2025 Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure, en permanence, la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques, concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

[...]

Pour les installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.

Constats :

En cas de perte d'utilité, l'exploitant dispose des moyens suffisants pour y pallier :

- des onduleurs ;
- des groupes électrogènes.

Les onduleurs, qui sont présents dans chacun des bâtiments, se mettent en route. Ils peuvent tenir 30 minutes et servent d'intermédiaire avant le lancement des groupes électrogènes. Ces groupes fonctionnent au fioul et sont gérés par Dow, qui est l'autre industriel situé sur la plateforme chimique de Lauterbourg.

Le Groupe Electrogène GE L156 alimente le L40 (bâtiment visité - polymérisations).

Le Groupe Electrogène GE L158 alimente uniquement le L07 (bâtiment non visité - estérification).

L'exploitant dispose d'une liste des installations de stockage qui doivent toujours être alimentées en électricité. Dow dispose également de cette liste.

L'exploitant, ainsi que Dow, disposent d'un contact direct chez leurs fournisseurs d'énergie, qu'ils peuvent solliciter en cas de pertes d'utilité.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thèmes : Actions nationales 2025 Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle, lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne, si nécessaire, la réalisation de mesures correctives appropriées, et, le cas échéant, la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'inspection s'est focalisée sur l'analyse de la mesure de maîtrise des risques (MMR) liée au phénomène dangereux Visco 2. Il s'agit d'une polymérisation non contrôlée à l'atelier Viscoplex, avec rejet dans l'atmosphère. Ce phénomène dangereux est coté sérieux en gravité et en probabilité C, dans la dernière mise à jour de l'étude de danger du site.

Deux MMR sont liées à ce phénomène dangereux :

- B1 : sécurité de température haute ;
- B5 : sécurité en cas d'écart trop important par rapport à la température de consigne.

Le détail du maintien des dispositifs de sécurité en cas de pertes d'utilité est développé dans la partie confidentielle du rapport.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thèmes : Actions nationales 2025 Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

[...]

Pour les installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.

Constats :

En cas de perte d'utilité électrique, l'exploitant dispose de check-lists pour l'arrêt des installations dans les bâtiments et l'évacuation.

En salle de contrôle, l'inspection note la présence d'exemplaires papier de ces check-lists.

Pour chaque bâtiment, il y a une liste des équipements à contrôler. Pour le redémarrage des équipements après une perte d'électricité, l'exploitant dispose également d'une check-list.

La check-list pour l'arrêt et le redémarrage du bâtiment L40 où a lieu la polymérisation, a été vue lors de la visite.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Arrêts et mise en sécurité 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025 Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

Les barrières de sécurité, ou mesures de maîtrise des risques, sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Pour les installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.

Constats :

Le constat est précisé en partie confidentielle et ne présente pas de non-conformités.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thèmes : Actions nationales 2025 Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté, ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]»

Constats :

L'exploitant dispose de consignes d'exploitation et de sécurité.

Pour les périodes de nuit, les opérateurs ont les numéros des personnes d'astreinte à prévenir.

En salle de contrôle, la liste des personnes d'astreinte à contacter est affichée. Ce point a été vérifié lors de la visite du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thèmes : Actions nationales 2025 Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Equipements à l'arrêt

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques, ou barrières de sécurité nécessaires, sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

[...]

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

Constats :

Le constat est précisé en partie confidentielle.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites